



CONTRE L'AUSTERITÉ TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 9 AVRIL : GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE

Les organisations syndicales nationales appellent l'ensemble des salariés, du public comme du privé, à une journée de grève interprofessionnelle et de manifestations le 9 avril.

Les syndicats nationaux des Finances Publiques, Solidaires, CGT et FO s'inscrivent pleinement dans ce mot d'ordre et appellent les personnels des Finances Publiques à y répondre massivement afin de faire aboutir leurs légitimes revendications.

La politique d'austérité et ses avatars, le pacte de responsabilité, la Revue générale des Missions de l'Etat et la Démarche Stratégique exercent leurs effets ravageurs sur les services des Finances Publiques et les conditions de travail des personnels :

- Les suppressions d'emplois continuent d'asphyxier totalement les postes et services.
- Parallèlement, en prenant prétexte d'une situation qu'elle a elle-même créée, la Direction Générale avance masquée dans la réalisation de sa démarche stratégique en laissant carte blanche aux directions locales en matière de restructurations et regroupement de postes et services.
- Pire, elle propose au ministre de transformer la prime collective de performance en une sorte de « prime à la casse des services » qui ne serait allouée qu'à ceux qui mettent en place des réformes.
- Sous couvert de préserver les conditions de travail des personnels, elle réduit les plages d'ouverture au public et continue d'organiser le repli du maillage territorial.

Au nom de l'administration numérique, elle prépare en effet la liquidation des structures les plus petites sans se préoccuper de principes sans doute considérés comme obsolètes tels que l'égalité d'accès au service public ou encore les conditions de vie et de travail de ses personnels. La Direction générale déclare que les personnels bénéficieront de la garantie du maintien à résidence mais de quelle résidence s'agira-t-il s'il n'existe plus de structures DGFIP sur le territoire de la commune ?

Alors que dans le cadre des groupes de travail concernant la révision générale des missions de l'Etat, le Directeur Général affirme qu'aucune mission de la DGFIP ne sera remise en cause ou abandonnée, il commande des rapport visant soit à réformer la taxation des revenus des particuliers en recourant à l'auto - liquidation et au paiement en ligne soit à évaluer la qualité du service rendu par les comptables publics dans le secteur public local.

Il minimise volontairement l'impact prévisible de la réforme territoriale de l'Etat alors même que la circulaire du Premier Ministre aux préfets de régions soulève toutes les inquiétudes.

Dans ce contexte permanent de suppressions d'emplois responsable de la dégradation des conditions de travail, le plan de qualification ministériel est revu à la baisse, et le traitement des fonctionnaires est gelé depuis 2010.

Il est temps de dire que ça suffit, seule la grève interprofessionnelle permettra de faire échec au démembrement programmé des droits des salariés du public comme du privé gagnés par plus d'un siècle de lutte syndicale.

Le 9 avril, tous ensemble, nous revendiquerons :

- L'arrêt des suppressions d'emplois
- L'abandon de la démarche stratégique
- L'arrêt des réorganisations et restructurations incessantes
- Le maintien du maillage territorial du réseau de proximité
- Le maintien de toutes les missions de la DGFIP
- L'augmentation générale des salaires et des pensions

Solidaires, la CGT et FO affirment ensemble que la période qui s'ouvre sera décisive pour l'avenir des personnels et du réseau de la DGFIP, nous ne pouvons pas être en retrait.

Ensemble avec les salariés du privé, nous répondrons présents pour nous opposer, par la grève à l'entreprise gouvernementale de liquidation du service public républicain, de nos droits et de nos statuts.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 9 AVRIL !